

Edition du "REVEIL DU NORD" 126 bis, rue de Paris, LILLE Bureaux à PARIS, 43, boul. Haussmann (9^e)

Qualité

Directeur : Eug. GUILLAUME

BUREAUX ROUBAIX 45, Rue de la Gare, 45 TOURCOING 2 Place de l'Hôtel-de-Ville, 2

La plus forte vente de la région

NOS COLONIES C'EST AUSSI LA FRANCE!

NOTRE journal a été le créateur d'une rubrique coloniale dans la presse de notre grande région. Il a répondu par avance aux desirs légitimes formulés par un éminent spécialiste en la matière, M. Léon Archimbaud, député, dans son livre: LA PLUS GRANDE FRANCE, dont la librairie Hachette nous permet de publier aujourd'hui les « bonnes feuilles » suivantes :

N'imaginez pas que aujourd'hui se fassent adresser des films par les agences économiques, films variés (l'agence de l'Indochine en a près de cent cinquante différents) et très intéressants. Ils sont mis gratuitement à la disposition des particuliers. Or, je suis certain qu'il n'y a pas un instituteur sur cent qui connaisse cette source incomparable d'enseignements. Mais à combien d'écoles communales a-t-on donné le cinéma qu'on leur avait promis ?

Les agences économiques ont beaucoup travaillé. Malheureusement elles se tiennent un peu trop loin du public. Cette attitude de leur part est le résultat d'une erreur. Elles apportent d'ordinaire tous leurs soins à documenter les industriels et commerçants de la métropole, persuadées que là est leur tâche essentielle. Elles oublient que rien de solide ne se bâtit sans l'appui de l'opinion. Notre expansion coloniale, comme toutes les réformes utiles, dépend donc d'abord de l'éducation de la masse.

Pour éduquer la masse, le concours de la presse est indispensable. On doit avouer que, sur ce point, tous les grands quotidiens ne font pas leur devoir. L'information coloniale est, neuf fois sur dix, jetée au panier. La rubrique coloniale d'un journal, quand elle existe, est d'ordinaire tenue par un jeune rédacteur dont c'est la besogne accessoire. Il s'écoule parfois des semaines sans qu'un organe quotidien publie, non point un article (ce serait trop beau), mais un maigre entrefilet de dix lignes ayant trait à l'une de nos colonies. N'est-ce pas navrant ?

Le premier effort doit être tenté du côté de la presse ; le second, du côté de l'école. La place que tiennent les colonies à l'école est à peu près nulle. Dans les écoles communales, on trouve encore, à vrai dire, des maîtres consciencieux qui s'efforcent de faire connaître à leurs élèves nos colonies. Dans les lycées, c'est à peine.

Le professeur d'histoire parle brièvement à ses élèves en seconde de Montcaum et de Duplex, jamais de Savorgnan de Braza, de Gallieni ni de Douard de Lagrée. Si bien, ou plutôt si mal, que nos enfants savent comment nous avons perdu le Canada et l'Empire des Indes, mais qu'ils ignorent comment nous avons acquis notre domaine colonial actuel. Pourquoi ? C'est que le programme d'histoire part en philosophie de 1815. Jamais le professeur ne parvient à aborder la guerre de 1870. Comment traiterait-il de la troisième République et de son œuvre coloniale ?

Dans les programmes de géographie, les colonies sont, si possible, encore moins bien partagées. On a joint leur étude à celle de la France, dans les classes de quatrième et de première. De telle sorte qu'elles ne sont étudiées que lorsque le professeur a épuisé la description de la France continentale, ce qui n'arrive pour ainsi dire jamais.

Aussi les bacheliers font-ils montre, en matière coloniale, d'une insuffisance qui frise le comique, allant jusqu'à confondre des cap avec des villes et des fleuves avec des montagnes. Comment donner au lycée un bagage suffisant de connaissances sur nos possessions d'outre-mer ?

Voici ce que je proposerais : Distraire du programme d'histoire tout ce qui a trait à l'Afrique du Nord et aux colonies ; le joindre à la géographie coloniale. Il serait ainsi créé un cours mixte d'histoire et de géographie coloniales. Une heure y serait consacrée, sinon toutes les semaines, au moins tous les quinze jours.

Au baccalauréat, à l'épreuve de géographie, il est posé obligatoirement une question relative aux colonies, mais c'est toujours une question très élémentaire, et sur l'histoire coloniale aucune question n'est jamais posée. Aussi y aurait-il intérêt à grouper l'histoire et la géographie coloniales et à en faire l'objet d'une épreuve spéciale.

En résumé, les efforts qui tendront à créer en France « une mentalité impériale » doivent provenir de tous, mais en particulier des pouvoirs publics. Or, c'est chez eux que l'on observe, à cet égard, le plus d'indifférence, je dirais presque le plus de répugnance.

Colombophiles lisez en 4^e page, en tête de la « Journée Sportive », la chronique de notre collaborateur spécialiste sur : « LE CONCOURS SUR ROME ».

Le meurtrier de M. Savorelli sera extradé de Suisse

Le tribunal fédéral a rejeté la requête de l'ancien Pavan contre la demande d'extradition formulée par les autorités françaises. Il a décidé, par six voix contre une, de donner suite à cette demande d'extradition. La requête était basée sur le fait que l'assassinat sur Savorelli avait surtout un caractère politique.

BAISSE DU PRIX DU PAIN DANS LA SEINE

Le kilo de pain sera payé 2 fr. 25 au lieu de 2 fr. 30 à partir du 21 juin dans le département de la Seine.

EN 4^e PAGE. — Notre Chronique : LA VIE MUSICALE.

La plus belle bouche d'Amérique



BILLIE DOVE, une star de cinéma, doit le succès de sa carrière au fait qu'elle est considérée comme ayant la plus belle bouche d'Amérique.

L'assassinat de la cabaretière de Bailleul-sire-Berthould

La femme Ducoin nie toujours, mais de nombreuses contradictions préparent, sans doute, un coup de théâtre

(DE NOTRE ENVOYÉ SPECIAL)

Bailleul-sire-Berthould, 15 juin. — Le mystère de la tragédie de Bailleul a-t-il été tout à fait éclairci, comme on a été tenté de le croire aussitôt les accusations portées contre sa mère par la jeune Lucienne Wattebled ? Il y a des choses tout à fait troublantes qu'il reste à élucider. Les efforts des actifs représentants de la brigade mobile, MM. Peyrouxère, commissaire, Marlan, Ducouin, inspecteurs, tendent à cela. Les longs et nombreux interrogatoires qu'ils ont fait subir, tant à la jeune Lucienne, la dénonciatrice, qu'au fils de l'accusé, Robert Henry, qui se trouvait chez sa mère dans la matinée du 4 juin, ainsi qu'au mari de Marie Wattebled, prouvent avec quelle soif ils s'efforcent de faire toute la lumière sur cet assassinat abominable.

N'y a-t-il pas eu de complice ? Qui a frappé ? L'accusé répond invariablement : « Ce n'est pas moi qui ai tué ! » Les bras croisés sur sa poitrine, le regard torve, impassible, la femme Ducoin détaille, mais il faut tout le calme de M. Peyrouxère, commissaire, pour arracher à cette femme, mot à mot, ce qu'elle a fait le jour du crime. « Ou cette femme est l'objet de fausses accusations ou bien c'est un monstre ! »

Revenons à l'heure de la découverte du crime. Le fils de Mme Pigache, Célestin, est allé chez Mme Houziaux ; tous deux ont Irôné presque la mort, ils vont chercher Mme Ducoin. « Vous n'avez pas vu ma maman ? demande l'enfant apeuré. Pourquoi me demandez-vous cela ? Non, je n'ai pas vu la mère. Et les voilà tous trois dans la maison ensanglantée. Mme Houziaux pénètre la première, dit-elle, elle dans le défilé, Célestin regarde dans l'armoire de la salle à manger. « Je lui dis ta mère n'est pas là dedans, tu sais bien. Célestin entre dans la chambre de sa mère où les meubles et le lit sont retournés. « Surtout ne touche à rien lui dis-je. As-tu été au grenier ? L'enfant y monte ! Et Mme Ducoin continue : « Je passe dans la cour pour visiter les dépendances. Je regarde dans l'étable de la chèvre, dans celle d'a côté. Je ne vois rien... Et le sang qui est sur les portes vous ne voyez pas avant de les ouvrir ? »

Calme sans sourcilier : Si je l'ai vu. Alors pourquoi n'avoir pas été un peu plus loin où il y avait du sang encore ? Mme Ducoin n'a pas été plus loin, c'est sa belle-sœur, Mme Houziaux, venant au devant d'elle, alors qu'elle allait rentrer dans la cuisine, qui lui cria : « Ne cherche plus Maria, la voilà ! »

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

Le 44^{me} Congrès National de la Ligue Française de l'Enseignement à Lille

La deuxième journée a été consacrée à l'examen de questions intéressant la "Fréquentation Scolaire" et l' "Enseignement de la Paix"

Le 44^{me} Congrès de la Ligue française de l'Enseignement s'est poursuivi hier à Lille et a été marqué, le matin, par une assemblée générale de la Confédération nationale des Œuvres laïques scolaires, post-scolaires, d'éducation et de solidarité sociale ; l'après-midi, par la discussion des deux importants problèmes portés à l'ordre du jour : « La fréquentation scolaire et la prolongation de la scolarité » et « Les manuels classiques et l'Enseignement de la Paix ».

Le soir, à 20 heures, l'Administration municipale, au complet, avec M. Roger Salengro, député-maire, recevait les congressistes dans le Foyer du Grand-Théâtre. Ce fut, d'ailleurs, une réception extrêmement brillante dont les congressistes garderont longtemps le souvenir.

L'assemblée générale M. Roger Salengro, député-maire de Lille est nommé Membre du Conseil général de la Ligue

Bien avant l'heure d'ouverture de la deuxième journée du Congrès, les organisateurs infatigables sous MM. Duburcq, commissaire général ; Dyard, secrétaire général, et



Les membres de la 1^{re} Commission discutant la question de la Fréquentation Scolaire. De gauche à droite : MM. BERTHOD, député du Jura (rapporteur) ; TIBAROT, président de la 1^{re} Commission ; le D^r DREYFUS, membre.

Gers, trésorier général, étaient à leur poste, Maison des Amicales, place Sébastopol, à Lille, recevaient les congressistes et leur donnaient tous renseignements.

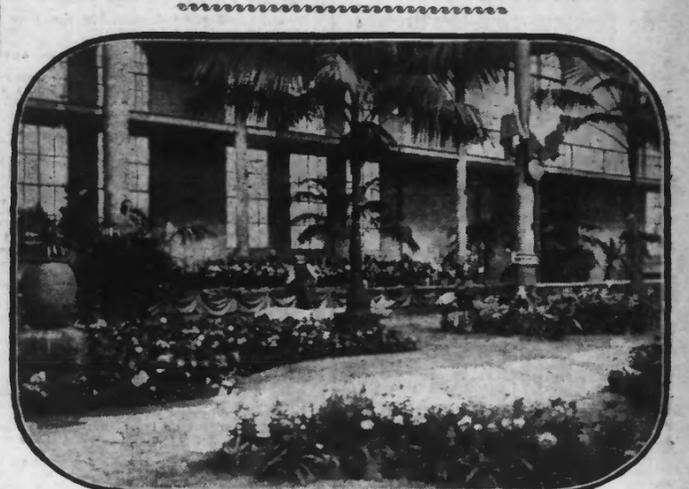
A 9 heures, au Théâtre Sébastopol, M. le sénateur Bernier, vice-président de la Ligue, présidait l'assemblée générale de la Confédération, qui portait à l'ordre du jour : 1^o Vérification des Pouvoirs ; 2^o Rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs ; 3^o Lecture du procès-verbal de la précédente assemblée ; 4^o Rapport moral du secrétaire général ; 5^o Rapport financier par le trésorier général ; 6^o Rapport de la Commission de contrôle des comptes ; 7^o Formation de la liste des candidats au Conseil général.

Sur la proposition de M. SELLIEZ, l'assemblée, reconnaissante de l'accueil fait aux congressistes par l'Administration municipale de Lille, nomme pour un an, M. Roger SALENGRO, député-maire de la ville, membre du Conseil général de la Ligue.

La fréquentation scolaire M. Aimé BERTHOD, député du Jura, fut d'autre part un important rapporteur sur « La

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

Le Concours-Exposition annuel des roses de la Société d'Horticulture du Nord s'ouvre aujourd'hui au Palais-Rameau à Lille



UN ASPECT DE L'EXPOSITION, Hier VENDREDI APRES-MIDI

Le mystère de Paris-Plage

Il s'agirait bien d'un drame mondain

Une confrontation très importante aura lieu incessamment

(De notre correspondant particulier)

Boulogne, 15. — Pouvons-nous écrire aujourd'hui que l'affaire de Paris-Plage semble arrivée à un tournant décisif et qu'une décision interviendra les jours prochains, au plus tard mardi, à ce sujet ? Ce ténébreux drame des dunes boisées, le plus joli coin de la Côte d'Opale, a donné lieu à tant d'incertitudes qu'on hésite. Et pourtant, on est persuadé que telle est la situation.

Dans nos éditions d'hier, nous avons annoncé la probabilité d'une très importante confrontation pour vendredi ou samedi. Elle ne s'est pas produite ce vendredi. Dans les milieux policiers, intéressés, on parle de la provoquer, soit samedi, soit lundi au plus tard ; elle aura lieu, non à Boulogne, mais à Paris-Plage, nous assure-t-on en dernière heure. De toute façon, elle est décidée. Qu'en sortira-t-il ? Bien malin qui pourrait le dire aujourd'hui.

Nous croyons savoir que cette confrontation sera grosse de conséquences, car elle mettra au point exactement les divers récits et les nombreux témoignages recueillis au cours de l'enquête, chose qui n'avait pas encore été faite jusqu'à maintenant.

Mais, n'anticipons pas. Les policiers parisiens sont revenus ce vendredi matin à Boulogne, ils ont eu un court entretien avec le magistrat instructeur.

Le rapport d'analyse du fameux mouchoir portant des traces que portait la victime du drame, Mrs Wilson et qui avait été envoyé au service de l'identité judiciaire de Lyon ; Mme Chocare, vice-présidente de la Fédération nationale des Pupilles de l'Ecole Publique ; MM. Couyba, directeur de l'Ecole des Arts décoratifs à Croiset, inspecteur général de l'Instruction Publique ; Grivot, secrétaire général de la Fédération de la Seine ; Mme Mascart, secrétaire générale de la Société « L'Hygiène par l'Exemple » ; M. Rocheron, inspecteur honoraire de l'Enseignement manuel.

Enfin, les policiers ont regagné Paris-Plage pour préparer la fameuse audition, dont ils espèrent beaucoup. Démasqueront-ils bientôt l'assassin de Mrs Wilson ? On l'espère. M.

Un ouvrier tué à la fosse N° 9 des Mines de Courrières

Dans la nuit du 15 juin, vers 4 heures du matin, alors qu'il était occupé à son travail au fond de la fosse 9 des Mines de Courrières, l'ouvrier bowetteur Mikusinski, J., 45 ans, demeurant à Noyelles-sous-Lens, Cité 9, rue de Marseille 4, a été blessé mortellement au cou par la chute d'une pierre. Relevé aussitôt par ses camarades de travail, le malheureux ne tarda pas à expirer, la colonne vertébrale ayant été brisée à la naissance du cou. Mikusinski laisse une veuve et quatre enfants.

Des conscrits antimilitaristes arrêtés

L'adjudant Michard, du 1^{er} groupe d'aviation appartenant au 34^e régiment d'aviation, passait hier place d'Armes, à Dugny, lorsqu'il fut interpellé par cinq ou six conscrits de Gonnesse, qui l'insultèrent. Les soldats intervinrent, mais ils furent quelque peu malmenés et le commissaire de police d'Aubervilliers dut envoyer des gardiens de la paix pour remettre de l'ordre.

Dans cette courte bagarre, sept arrestations ont été opérées, celles de 4 conscrits et de 3 femmes qui les accompagnaient.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

Le scandale de Bailleul

Après les escroqueries de Natalis Dumez

Les coopérateurs de Bailleul ont fait confiance à leur Conseil d'admin^{on}

(DE NOTRE ENVOYÉ SPECIAL)

Bailleul, le 15. — Pour la deuxième fois, hier, les victimes de Dumez ont tenu conseil.

Cette deuxième réunion générale a pris une décision simple et d'assemblée. Elle a manifesté sa volonté ferme. A aucun prix, les sinistrés ne veulent entendre parler de liquidation ou de dissolution, la possibilité d'avoir parmi eux un administrateur judiciaire leur paraît un cauchemar épouvantable. Et voici une réflexion qui le prouve bien. A un moment le débat paraissait s'égarer, d'anciens, peu nombreux d'ailleurs, réclamaient un liquidateur ou enfin évoquaient le spectre d'un « homme d'affaires ». Un interrupteur se leva alors et, d'une voix forte, avec un accent d'abusé, lança : « Il ne reste plus alors qu'à nommer un contrôleur de la Préfecture ». La salle fut secouée d'un énorme éclat de rire et ceci prouve que Bailleul comme ailleurs en France, on finit toujours par rire de ses aventures.

Les coopérateurs organisés

Il y a quelques semaines, les membres du conseil d'administration de la Coopérative avaient convoqué les adhérents à une assemblée générale. On sait l'histoire de cette réunion, qui tourna un peu en eau de boudin, il y fut beaucoup d'insultes, on ergota, on y lança des accusations, mais aucun travail effectif ne fut réalisé. D'ailleurs, ainsi qu'on le fit remarquer, cette assemblée avait eu un administrateur judiciaire, ce qui n'est pas de valeur légale. Néanmoins, cette prise de contact fut utile. Elle eut pour effet d'éliminer un peu les passions qui paraissent surexcitées et c'est ainsi que nous vivons hier une assemblée plus raisonnable et plus calme.

Les organisateurs de l'assemblée avaient préparé un rapport et une assemblée générale. Ce fut encore un acte de rudesse utilis car ainsi la discussion fut canalisée et, lors de l'assemblée générale, on ne s'égarait plus en vains palabres.

Il est des techniciens aussi à Bailleul !

La réunion préparatoire

Ainsi donc, dans la grande salle du cinéma, à quinze heures, les cent cinquante coopérateurs s'étaient réunis hier. Sur l'estrade, avaient pris place la majeure partie des membres du conseil d'administration, entourés de M. Dewier, le trésorier, et de M. DEVER, qui ouvrit la séance en remerciant ses auditeurs d'avoir répondu à l'appel, et spécifia bien que cette réunion avait un caractère nettement préparatoire, et que dans l'esprit des organisateurs elle devait servir à débayer le terrain pour l'assemblée générale. Il indiqua ensuite les solutions possibles ; donner confiance à un conseil d'administration complet ; faire appel à un administrateur judiciaire, ou mettre la Coopérative en liquidation.

Pour expliquer le détail de ces trois combinaisons, il passa la parole à M. TERQUEM. Celui-ci, qui fut convoqué la quinzaine dernière par une quarantaine de sinistrés dont il doit défendre les intérêts, exposa dans le détail les solutions indiquées ci-dessus.

Le sinistre financier, dit-il, s'élève à 1.700.000 francs. Or la totalité des créances s'élève à plus de 53 millions. Ce n'est donc qu'un dommage de 3 % que vous subissez. Et, après ces chiffres, M. Terquem signala que la situation pourrait peut-être s'améliorer par une bonne gestion.

Reste la nomination d'un administrateur judiciaire. M. Terquem écarta cette suggestion qui ne procurerait à la masse qu'une solution de la situation actuelle sans que personne ne puisse espérer y retourner que quelque avantage.

Enfin, il conclut à la confiance pure et simple en un conseil d'administration, auquel serait adjoint un homme compétent chargé de défendre ses intérêts.

L'assemblée générale Cette dernière solution rencontre des détracteurs. Des interpellations furent : M. Lenoir, d'Hazebrouck, défend la thèse de l'administrateur judiciaire et l'atmosphère est à l'orage lorsque M. Dewier déclare ouverte l'assemblée générale.

La discussion ne fut immédiatement un ton et des répliques s'engouffrèrent à l'échelle. On évoque l'attitude d'un coopérateur qui aurait « l'attitude d'un petit chien ».

Trois des hommes de l'équipage de l' "Italia" auraient été retrouvés



Voici le pilote Italien Maddalena qui a été chargé, par son gouvernement, de partir à la recherche du Général Noble et de ses compagnons. Il vient d'arriver à Vadsø, port norvégien sur l'Océan Arctique d'où il s'envolera vers l'extrême Nord.

Un message reçu de Kingsbay (Spitzberg) annonce que le vapeur « Braganza » a atteint la terre au Nord-Est et a appris par des rapports que l'expédition de secours du baleinier « Hobby » a sauvé trois hommes de l'équipage de l' « Italia ». Parmi ceux-ci, ajouté le message, se trouve le savant suédois Malmgren. Les officiers italiens Mariani et Zappi. Cette nouvelle n'est toutefois pas confirmée. D'autre part, si l'on en croit l' « Attention », le « Cité de Milan » serait entré, en communication avec le général Noble. Le message suivant aurait été reçu : « Six hommes ont touché terre ». On doute fort de l'authenticité de cette communication. On peut supposer qu'il s'agit de l'île Foyen.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)